

contre l'apartheid. C'est pourquoi le premier ministre Mulroney a invité le ministre des Affaires étrangères de ce pays à venir à Vancouver au moment de la Conférence du Commonwealth.

Les pays du Commonwealth participent déjà à de nombreux projets dans les États de la ligne de front. Certains sont axés sur l'infrastructure; d'autres sur la sécurité; d'autres encore sur la formation. Le Fonds des pays non alignés, sous la direction de l'Inde, veut y jouer un rôle actif. La SADCC - la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe - est une institution très efficace. Malgré cet intérêt et cette activité, la région reste déstabilisée. La question est de savoir si nous pouvons trouver des moyens efficaces de garder les chemins de fer opérationnels, d'utiliser les ports de la SADCC, de protéger des systèmes entiers contre la terreur et les perturbations. Si nous le pouvions, les effets économiques seraient importants. Le trafic qui maintenant doit traverser l'Afrique du Sud pourrait être acheminé librement par les États de la ligne de front, ce qui ferait pencher la balance économique en faveur des pays que nous voulons aider.

Je ne sais pas si nous y parviendrons. Assurément, il est plus facile d'adopter des résolutions que de monter un train de mesures efficaces. L'une des caractéristiques du Commonwealth est que nous portons autant d'intérêt aux solutions véritables qu'aux résolutions. C'est dans cet esprit que le Canada abordera la réunion de Vancouver. C'est également dans cet esprit que se préparent à cet événement tous les pays du Commonwealth dont j'ai vu les représentants.

Le premier ministre Mulroney a affirmé notre volonté, en cas d'échec des autres mesures, de mettre fin complètement à nos relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Il est possible que nous en arrivions là, mais, avant qu'elle ne cesse, nous devons utiliser notre influence de la manière la plus efficace possible. L'objectif, après tout, n'est pas simplement de condamner l'apartheid, mais d'y mettre fin.

Je dirai maintenant quelques mots de la violence. Le gouvernement canadien n'approuve pas le recours à la violence, par qui que ce soit; qu'il s'agisse du gouvernement d'Afrique du Sud ou du Congrès national